

Macron à Kigali : une visite aussi politique qu'historique

En se rendant à Kigali, le président français entend achever la réconciliation des deux pays même si des zones d'ombre subsistent encore, vingt-sept ans plus tard, sur la période du génocide. Mais Emmanuel Macron veut aussi s'adresser à la jeunesse de France.



JOËLLE MESKENS
ENVOYÉE PERMANENTE À PARIS

C'est son premier déplacement à l'étranger après de longs mois de crise sanitaire. En se rendant au Rwanda avant de rejoindre l'Afrique du Sud en cette fin de semaine, Emmanuel Macron veut marquer une nouvelle étape dans un processus de rapprochement entamé il y a trois ans et demi avec le pays des Mille Collines.

Son discours au mémorial du génocide de Gisozy, ce jeudi, revêtira « une solennité particulière », indique l'Elysée. « Le président s'adressera aux victimes mais aussi aux rescapés ».

Emmanuel Macron avait déjà entrepris un travail mémoriel sur l'Algérie. Dès sa campagne de 2017, il avait surpris en qualifiant la colonisation de « crime contre l'humanité ». Arrivé au pouvoir, il avait reconnu la responsabilité de l'État dans l'assassinat du mathématicien communiste Maurice Audin puis dans la mort du dirigeant nationaliste Ali Boumendjel. Ce même souci de réconcilier les mémoires l'anime pour le Rwanda. Le rapport d'une commission d'historiens, présidée par Vincent Duclerc, a conclu récemment aux responsabilités lourdes et accablantes de la France dans le génocide sans toutefois retenir la complicité. « Il y a eu un aveu coupable », a récemment admis l'ancien président Nicolas Sarkozy en visant son lointain prédécesseur socialiste François Mitterrand, à l'Elysée à l'époque du génocide.

Un subtil point d'équilibre

Emmanuel Macron pourrait aller plus loin mais a priori sans s'écarter d'un subtil point d'équilibre : reconnaître la responsabilité de la France mais sans présenter d'excuses formelles. Se livrer à une véritable repentance heurterait une partie de la France à un an de la prochaine présidentielle.

Car si ce voyage revêt d'abord une dimension historique internationale, il n'est pas exempt de portée politique. En s'adressant aux Rwandais, Emmanuel Macron veut aussi parler à la jeunesse de France issue de l'immigration. Des minorités qui dénoncent les discriminations et soulèvent des questions identitaires.

Dans une interview fleuve au magazine *Zadig*, le locataire de l'Elysée le dit explicitement. « Nous sommes vus comme des humiliants car nous ne reconnaissons pas les mémoires singulières. Moi-même j'ai été perçu comme tel », regrette-t-il. En s'adressant directement à la jeunesse issue de l'immigration, il ajoute : « Vous êtes une chance pour le pays ». Ni négation de l'histoire passée ni autoflagellation : telle est la ligne de crête d'un chef de l'État qui sans être encore officiellement candidat à sa réélection se plonge déjà vigoureusement dans la campagne en visant particulièrement la jeunesse.

Le président Emmanuel Macron avait accueilli son homologue rwandais, Paul Kagame, le 17 mai dernier à Paris, lors d'une conférence internationale pour l'aide à la transition au Soudan.

© REUTERS

Nous sommes vus comme des humiliants car nous ne reconnaissons pas les mémoires singulières. Moi-même j'ai été perçu comme tel

Emmanuel Macron, dans un entretien au magazine « Zadig »

”

génocide La dernière « zone grise » de la vérité reste encore à percer

RÉCIT

COLETTE BRAECKMAN

Venant après 27 ans de déni et un Himalaya de mensonges et de désinformation, la visite à Kigali du président Macron représente un tournant important dans les relations entre la France et le Rwanda. On peut espérer que les paroles que prononcera le chef de l'État français apporteront quelque réconfort aux survivants, aux familles des victimes et, plus largement, à tout un peuple qui, en 1994, s'est senti trahi et abandonné.

Ce voyage a été rendu possible par la publication quasi simultanée des conclusions de deux commissions d'enquête : un travail mené en France par des historiens dirigés par Vincent Duclerc et qui a conclu à un « aveuglement accablant » des autorités françaises de l'époque, et un autre par un cabinet d'avocats américain travaillant pour Kigali, qui a lui aussi écarté le terme de *complicité*. Les termes modérés utilisés à Paris par le président Kagame ont contribué à ce dégel diplomatique qui ouvre la voie à une normalisation des relations entre les deux pays.

Pendant la recherche de la vérité a procédé par cercles concentriques et le travail des historiens a été limité par la méthode qui leur a été imposée : ils ont eu accès aux archives, ou en tout cas à une bonne partie d'entre elles enfin déclassifiées et ils en ont tiré les conclusions avec honnêteté. Mais le dernier cercle, une immense zone grise, est demeuré hors d'accès : il s'agit des documents qui furent brûlés dès le 7 avril 1994 dans l'enceinte de l'ambassade de France à Kigali, des « ordres non écrits » qui partaient de l'Elysée et ne furent jamais révélés par le secrétaire général de l'époque, Hubert Védrine.

Ce dernier cercle est aussi celui des relations entre le régime Habyarimana et une certaine France de l'époque, l'Elysée, la coopération militaire, ces milieux sulfureux où se mêlent marchands d'armes, agents secrets et services spéciaux agissant dans l'ombre. La plupart des documents ayant été détruits ou subtilisés, l'« histoire orale » n'a pas été sollicitée par les historiens.

Le mystère de l'attentat demeure entier

Malgré un non-lieu prononcé par la justice française à propos de l'accusation impliquant le FPR - Front patriotique rwandais - dans l'attentat contre l'avion présidentiel le 6 avril 1994, la vérité tarde à « sortir du bois ». De multiples questions restent posées à ce sujet : pourquoi le colonel de Saint-Quentin s'est-il précipité, dans les minutes qui

ont suivi le crash du Falcon, pour s'emparer d'une « boîte noire » qui fut vraisemblablement envoyée à Paris ?

Pourquoi les Casques bleus de la Minuar, dans les minutes qui suivirent l'attentat, se virent-ils interdire l'accès à l'aéroport par des militaires rwandais et pourquoi des témoins locaux virent-ils des hommes portant l'uniforme des Casques bleus belges quitter ostensiblement l'aéroport immédiatement après le crash ? Pourquoi la journaliste Valérie Bemeriki, sur les ondes de la radio des Mille Collines, accusa-t-elle les Belges d'être les auteurs de l'attentat, sur la base d'informations qui lui avaient été communiquées depuis l'ambassade de France ? Rappelons que cette accusation mena à la chasse aux Belges, à la mise à mort des dix Casques bleus le jour suivant et *in fine* précipita le départ de tout le contingent belge, ce qui mit fin à la mission de la Minuar et laissa le champ libre aux tueurs.

Au lieu de secourir des Tutsis massacrés, les troupes de combat de l'Opération Turquoise avaient reçu pour première mission d'empêcher le FPR de prendre Kigali

Connait-on le fin mot de la mort de deux techniciens français en communications, les adjudants-chefs Didot et Maëir, dont les corps furent retrouvés quelques jours plus tard par les Belges ? Basés dans une villa proche du cantonnement du FPR, ils écoutaient non seulement les communications des rebelles, mais ont pu capter celles de la tour de contrôle, le soir du crime. Ces deux hommes en savaient-ils trop ?

« Sur une colline perdue d'Afrique »

A-t-on élucidé les véritables raisons du « suicide » de François Durand de Grossouvre, chargé de mission à l'Elysée, intime du président et honorable correspondant du Sdece - les services secrets - depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ? Le corps sans vie de cet homme de l'ombre, la tête emportée par une balle de calibre 357 Magnum, fut retrouvé dans son bureau de l'Elysée le 7 avril vers 20h 30, un bureau qui fut débarrassé la nuit même de tous les documents qui s'y trouvaient.

Rappelons que de Grossouvre, chargé de protéger Anne Pingeot et sa fille Mazarine, gérait aussi les « affaires africaines », qu'il était proche du président Habyarimana auquel il avait présenté François Mitterrand puis, plus tard, proposé les services du capitaine Barril. La conclusion du suicide s'imposa

d'emblée, même si on savait que le conseiller de l'Elysée était opposé à une opération de force au Rwanda. De Grossouvre était proche du capitaine Barril, un homme qui, présentant à la télévision française une boîte noire qui n'était en réalité qu'un enregistreur de vol, tenta longtemps de brouiller les pistes à propos de l'attentat. Mais il reconnut cependant que, dans la nuit du 6 au 7 avril, il se trouvait « sur une colline perdue d'Afrique »... Lorsqu'il fut convoqué par la justice française, qui souhaitait l'interroger sur ses relations avec la famille Habyarimana, Paul Barril avait perdu la mémoire et il n'expliqua jamais quelle avait été sa mission le soir de l'attentat. Par la suite, on ne sut jamais pourquoi fut assassiné le lieutenant Ephrem Rwabalinda qui, en mai 1994, s'était rendu à Paris pour rencontrer le général Huchon, chef de la mission militaire de coopération. Ce dernier lui avait promis la livraison de 17 appareils radio sécurisés directement connectés à la France afin de permettre à cette dernière d'être directement informée des opérations en cours.

La mission de l'Opération Turquoise

En juin 1994, les journalistes français, invités pour couvrir l'Opération Turquoise, devaient découvrir qu'au lieu de secourir des Tutsis massacrés, les troupes de combat avaient reçu pour première mission d'empêcher le FPR de prendre Kigali. La presse dut beaucoup insister pour que les hélicoptères acceptent d'évacuer les survivants de Bisesero, une colline où les tueurs avaient eu quartier libre durant trois jours.

Lorsque, fin août 1994, l'Opération Turquoise prit fin, ses militaires d'élite convoyèrent vers le Kivu voisin les Hutus qui s'étaient abrités durant deux mois de plus dans la « zone humanitaire sûre ». Encadrant les civils en débandade se trouvaient les responsables du génocide, qui emportaient les fonds de la Banque du Rwanda et les troupes de l'armée défaite - lesquelles allaient préparer la revanche depuis les camps du Kivu. Sous les yeux des agences de l'ONU impuissantes, la guerre et ses crimes se transportaient ainsi dans le Congo voisin, et n'allaient plus le quitter...

A Kigali, en ces jours de retrouvailles, il n'est pas de bon ton de rouvrir ces pages tachées de sang, de poser ces questions demeurent sans réponse, de rappeler un quart de siècle de désinformation. Mais les relations de la France avec le Rwanda, de la France avec l'Afrique, ne seront réellement apaisées qu'au moment où toute la vérité sera dite.